



APPEL POUR UNE POLITIQUE
MIGRATOIRE
D'ACCUEIL

Rendez-vous
LE 29 AVRIL
MOBILISATION
NATIONALE

NON À L'IMMIGRATION JETABLE ! CONTINUONS LA MOBILISATION

Le collectif *Uni.es Contre l'Immigration Jetable* (UCIJ 2023) s'oppose à la politique discriminatoire du gouvernement, fondée prioritairement sur le soupçon et la répression en matière de migration et d'asile. Il revendique **une politique migratoire d'accueil digne et le respect des droits de toutes et tous.**

Le projet de loi sur l'asile et l'immigration annoncé par le gouvernement à l'été 2022 s'inscrit dans **une surenchère discriminatoire** à l'encontre des personnes de nationalité étrangère, quel que soit leur statut.

Porté par les ministres de l'Intérieur Gérald Darmanin et du Travail Olivier Dussopt, ce projet renforce la double logique utilitariste et répressive qui oriente déjà les politiques et les pratiques des institutions, **au mépris des droits les plus fondamentaux des personnes étrangères.** C'est pour lutter contre cet énième projet de loi que le collectif Uni.es contre l'Immigration jetable a été réactivé en janvier 2023, en écho à la campagne de 2006 contre une précédente réforme du Ceseda (loi Sarkozy II). Près de 400 associations, collectifs de personnes concernées, syndicats, mouvements et partis, tant au niveau national que local, ont adhéré à l'appel « *Uni.es contre l'immigration jetable. Pour une politique migratoire d'accueil* ».

Au-delà du volet répressif extrêmement dangereux du projet de loi (systématisation et facilitation des mesures d'expulsion du territoire et d'interdiction de retour, renforcement de la double peine, etc.), **c'est à un ensemble de droits que le gouvernement s'attaque** : précarisation de l'accès au séjour, à l'asile, au regroupement familial et aux droits sociaux y compris pour des personnes étrangères parfaitement installées sur le territoire et bénéficiant de titres de séjour de longue durée. Quant au titre de séjour « métiers en tension », qui limite la régularisation par le travail, il témoigne **d'une approche utilitariste et ne donne aucune garantie**, ni contre l'arbitraire du patronat et de l'administration, ni pour un accès aux droits que devrait permettre une réelle régularisation, ni pour une prise en compte du projet migratoire des personnes concernées. Le texte a encore été durci avec l'adoption en commission au Sénat d'amendements indignes, pour notamment **supprimer l'aide médicale d'État, restreindre l'accès au séjour en matière de regroupement familial, de santé** tout comme pour les étudiants. Ce projet de loi que le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, entendait faire adopter avant l'été, a été retiré de l'agenda dans un contexte de forte mobilisation contre la réforme des retraites et de contestation des politiques du gouvernement tant du point de vue social que démocratique.



Mais nous ne nous y trompons pas. Emmanuel Macron a affirmé le 22 mars 2023 **qu'il y aurait bien une loi immigration, « découpée en plusieurs textes qui arriveront dans les prochaines semaines ».** Il ne faut donc pas baisser la garde.

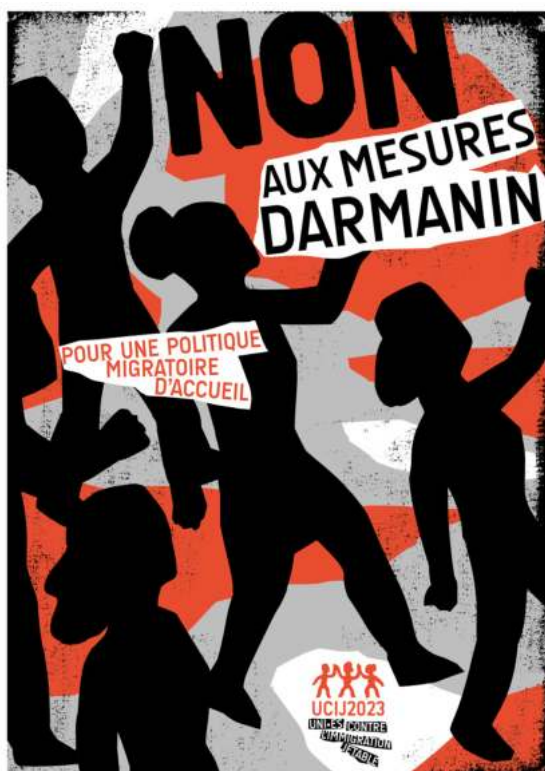
Pour l'UCIJ, le combat continue contre les mesures contenues dans ce projet, quelle que soit la forme sous laquelle elles peuvent revenir, et au-delà pour une autre politique migratoire basée sur l'accueil et l'égalité des droits. Nous luttons **contre la vision xénophobe et déshumanisante** des migrations, contre toutes les mesures arbitraires visant les personnes migrantes, **contre la négation de leurs droits les plus fondamentaux.**

De ce monde-là, l'UCIJ ne veut pas. Nous devons plus que jamais unir nos forces : poursuivons la mobilisation, multiplions les initiatives collectives et solidaires qui naissent un peu partout pour informer, interpeller et construire une véritable citoyenneté de résidence. **Nous disons NON à l'immigration jetable !**



APPEL POUR UNE POLITIQUE
MIGRATOIRE
D'ACCUEIL

NON À L'OPÉRATION WUAMBUSHU ! NON AUX MESURES DARMANIN !



Cette « action spectaculaire » de destructions de bidonvilles et d'expulsions massives promise par Gérard Darmanin annonce **de multiples violences et atteintes aux droits**. Les destructions visent 5 000 personnes dans 1 000 « bangas », soit 10 % des habitats en tôles dans lesquels vit la moitié de la population de Mayotte.

Au nom de la lutte contre « l'immigration irrégulière », **il s'agira de renforcer les arrestations et les expulsions** vers les autres îles de l'archipel des Comores, avec un objectif de 250-280 interpellations par jour (contre 80 actuellement) ! Des renforts policiers seront envoyés de France hexagonale pour mener à bien cette opération. La situation est déjà critique à Mayotte, 101^{ème} département français : 86% des demandes d'asile sont rejetées, et des mesures d'exception sont la règle.

Malgré plusieurs condamnations de la Cour européenne des droits de l'Homme, **des milliers d'enfants sont enfermés en centres et locaux de rétention administrative** (CRA et LRA). Rappelons qu'on estime à plus de 20 000 le nombre de personnes ayant perdu la vie en tentant la traversée entre les autres îles de l'archipel et Mayotte depuis 1995, année de l'entrée en vigueur du « visa Balladur » (qui restreint la circulation vers Mayotte depuis le reste de l'archipel des Comores). Aujourd'hui, Mayotte sert de labo-

ratoire du recul des droits, où le ministre Darmanin expérimente à loisir des mesures discriminatoires.

Face au drame qui s'annonce, nous appelons à la **mobilisation collective pour alerter sur la situation à Mayotte et exiger l'abandon de l'opération Wuambushu**.

Rendez-vous **LE 29 AVRIL** Mobilisation nationale
CONTRE LES POLITIQUES MIGRATOIRES DU GOUVERNEMENT
CONTRE L'OPÉRATION WUAMBUSHU À MAYOTTE !